**Osons rigoler,**

**osons rêver, osons lutter, osons vaincre**

On ne négocie pas le recul social, on ne négocie pas la diminution de nos revenus.

Depuis plus de deux mois, partout en France, les intermittents, précaires, exploités, avec ou sans travail, avec ou sans papiers, se soulèvent contre la nouvelle convention Unedic. Les gouvernements et les partis de droite comme de gauche défendent les intérêts de la bourgeoisie et des capitalistes. Mais ils attribuent la crise économique aux fraudeurs, aux chômeurs, aux précaires, aux sans-papiers et à tous les salariés qui doivent subir leurs plans d'austérité. Au contraire, ce sont le patronat et les financiers qui profitent d'un système qui repose sur l'exploitation. Dans ce contexte, en attendant des diminutions importantes des aides sociales, le Pôle Emploi culpabilise et contrôle les chômeurs pour augmenter le nombre de radiations. Ceux qui refusent de se plier à la discipline du patronat, du Pôle Emploi et du travail doivent être mis au pas et stigmatisés dans une vaste chasse aux "assistés".

Différentes actions ont permis d'attaquer la logique managériale et de contrôle du Pôle Emploi. Surtout, l'action directe et collective a permis de revenir sur des radiations et des personnes présentes aux occupations ont pu enfin toucher leurs allocations. Mais les chômeurs et les précaires subissent l'isolement, la culpabilisation et surtout la résignation. Nous devons lutter contre le contrôle social et l'exploitation capitaliste, pour nous organiser nous-mêmes selon nos intérêts, nos besoins, nos désirs.

**Nous luttons :**

. Contre le nouvel accord Unedic et toutes les politiques d’austérité

· Contre la logique managériale de contrôle du Pôle emploi

. Contre le travail obligatoire et la culpabilisation des chômeurs

· Pour un arrêt total des radiations et pour un maintien de toutes les indemnisations

· Pour multiplier les actions, les occupations et construire un mouvement de rupture avec l'État et le capital

Pour vivre libres, sans exploitation ni domination

**Rejoins-nous dans la lutte contre l’État et le patronat :**

luttonscontrelaprecarite@gmail.com